

des occasions de placement. On a attribué ces situations à la surproduction. Il est également évident que les occasions de placer de nouveaux capitaux sur une échelle mondiale sont de moins en moins nombreuses: compte non tenu de la dévastation causée par la guerre, les moyens susceptibles de créer de nouveaux capitaux augmentent continuellement. Le peu de temps qu'il nous a fallu pour trouver les capitaux nécessaires à la production de guerre prouvent abondamment cette proposition. Le ministre ne croit pas que le placement de nouveaux capitaux sur une haute échelle puisse se poursuivre bien longtemps. Commentant le retard subi par l'industrie de la construction par suite des pénuries de matériaux et d'ouvriers spécialisés, il a dit, ainsi qu'en fait foi le hansard:

Il est à espérer que ces dépenses commerciales et industrielles, difficiles à engager en ce moment seront retardées d'un an ou deux, alors qu'elles aideront au maintien d'un niveau élevé d'embauchage et de revenu en une période où les stimulants temporaires auront moins d'effet.

C'est avec raison qu'il emploie ici le mot "stimulants", car il semble qu'on vise à maintenir notre économie par des moyens qui ne sont plus propres à assurer de saines conditions économiques, quelque efficace qu'ils aient été dans le passé. Le recours à de tels stimulants ne répond plus à la situation d'aujourd'hui. Le ministre a tout à fait raison de craindre que, d'ici un an ou deux, d'autres stimulants ne soient nécessaires en vue de maintenir, même partiellement, le fonctionnement de notre économie. Je partage ses craintes, pour des motifs qu'il n'est pas sans connaître.

Au début de la guerre, le Gouvernement nommait un comité consultatif en matière de reconstruction. Connu sous le nom de comité James, du nom de son président, cet organisme soumettait, en 1944, un rapport dans lequel il estimait à environ un milliard et demi de dollars les sommes que la population canadienne pouvait épargner annuellement, pourvu qu'il y eût du travail pour tous. Il ajoutait que l'embauchage intégral ne serait assuré que dans la mesure où cette épargne d'un milliard et demi servirait à l'achat de biens productifs, c'est-à-dire d'usines, de machines et autres articles de production. Je ne crois pas que nous puissions nous attendre à des placements aussi considérables. M. J. R. Beattie, de la Banque du Canada, écrit ce qui suit dans le *Canadian Journal of Economics and Political Science*, livraison d'août 1944:

a) même l'expansion industrielle effectuée à un rythme extrêmement rapide pendant la guerre n'a pas entraîné, en une année, plus d'un milliard de placements en immobilisations, privés et publics, sous forme d'usines, d'outillage et de logements;

b) bien que les dépenses en immobilisations de l'industrie de l'électricité soient très lour-

des, ses immobilisations n'atteignaient pas, avant la guerre, le total d'un milliard et demi de dollars;

c) une épargne annuelle d'un milliard et demi représente les frais de construction de tous les logements d'habitation construits au Canada, de 1917 à 1937;

d) la somme d'un milliard et demi représente presque la moitié des immobilisations des chemins de fer canadiens; et

e) même la mise sur pied d'une nouvelle industrie, comparable à ce qu'était l'industrie de l'automobile avant la guerre, absorberait moins de trois semaines d'une épargne nationale se chiffrant, annuellement, par un milliard et demi de dollars.

Ces données sont significatives, et comme elles émanent d'une source fort rapprochée du ministre des Finances, il les connaît sans aucun doute.

La lettre commerciale mensuelle de la Banque Canadienne de Commerce, du mois de janvier 1946, présente un récent état des placements d'après-guerre de l'industrie privée. Le document dresse un tableau complet des placements d'avant-guerre, tient compte des dépenses en nouvel outillage remises jusqu'après la guerre, et donne une estimation du total des placements que projettent d'effectuer les sociétés et les corporations privées, les services publics de transport, les services d'électricité et de téléphone, les programmes de voirie des gouvernements, de 1946 à 1950. Les estimations englobent tout: terres, fournitures, machines, et le reste. Les voici: maisons des villes, 750 millions de dollars; immeubles commerciaux, entrepôts, magasins, théâtres, hôtels, garages, immeubles de bureaux, 250 millions de dollars; entreprises industrielles et extractives, 1,000 millions de dollars; utilités publiques, 350 millions de dollars; transport, routes, matériel ferroviaire, aéroports, canaux maritimes, 400 millions de dollars; améliorations et expansions agricoles, immeubles, machines, instruments aratoires, électrification rurale, 350 millions de dollars. Ce qui forme un total de 3,100 millions de dollars pour les six années. Les dépenses annuelles s'établissent donc à 620 millions de dollars, soit à moins de la moitié des épargnes prévues par le comité James sous le régime de l'embauchage intégral.

Il existe un état plus récent encore, et qui a été publié le 27 juin, le jour même de la présentation du budget. Le ministre de la Reconstruction (M. Howe) nous a signalé les résultats d'un relevé des prévisions en matière de placements de l'industrie privée, en 1946; ces chiffres sont le produit d'études concertées du ministère de la Reconstruction et du Bureau fédéral de la Statistique. Le relevé porte sur l'industrie privée et les entreprises d'utilité publique et indique les dépenses pré-